



HAL
open science

La pandémie de Covid-19 en Afrique : un fait social total à l'épreuve des mécanismes de publicisation, de communication et de médiatisation numérique

Bertrand Cabedoche, Simon Ngono

► To cite this version:

Bertrand Cabedoche, Simon Ngono. La pandémie de Covid-19 en Afrique : un fait social total à l'épreuve des mécanismes de publicisation, de communication et de médiatisation numérique. Bertrand Cabedoche, Simon Ngono (dir.). Communication et covid-19: action publique, médiatisation, croyances populaires (préface: Jules Évariste Toa), p. 19-32, 2023, Collection: communication et civilisation. hal-04539695

HAL Id: hal-04539695

<https://hal.science/hal-04539695>

Submitted on 9 Apr 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

INTRODUCTION

La pandémie de Covid-19 en Afrique : un fait social total à l'épreuve des mécanismes de publicisation, de communication et de médiatisation numérique

Bertrand Cabedoche

Professeur de sciences de l'information et de la communication

Groupe de recherche sur les Enjeux de la communication

(Gresec, EA 608)

Université Grenoble Alpes (France)

bertrand.cabedoche@univ-grenoble-alpes.fr

Simon Ngono

Maître de conférences en sciences de l'information

et de la communication

Laboratoire de recherche sur les espaces créoles et francophones

(LCF-UR, EA 7390)

Université de La Réunion (France)

simon.ngono@univ-reunion.fr

Depuis décembre 2019, le monde est ébranlé par la survenance d'une pandémie inattendue et aux conséquences hautement mortelles. Apparue officiellement en Chine dans un contexte marqué par la mondialisation, la Covid-19 n'épargne aucune partie du monde. L'Europe au premier chef s'est retrouvée contaminée, puis le continent africain. D'un pays à un autre, des initiatives parfois non cordonnées ont été prises afin de limiter, voire circonscrire la propagation de la pandémie. De nombreux dispositifs sanitaires ont été mis en place : confinement avec restrictions des déplacements, lavage de mains, port obligatoire du masque, instauration et obligation du passe vaccinal. La radicalité des mesures prises témoigne de la dangerosité de la pandémie à l'échelle de la planète.

L'effet inattendu de cette pandémie s'est accompagné d'une reconfiguration multiforme des modes et pratiques de la vie quotidienne. Son emprise sur les sociétés contemporaines permet ainsi de qualifier la Covid-19 de « fait social total », au sens défini par Marcel Mauss : elle s'inscrit dans l'ordre des phénomènes qui, invisibles, engagent cependant la totalité de la vie sociale. La société toute entière a ainsi été conquise par la communication autour de cette crise pandémique, sous de multiples formes.

En premier lieu, la communication des États et des institutions exerçant au niveau macro s'est retrouvée impulsée par l'OMS à partir de l'édiction de protocoles de lutte contre le virus. En second lieu, la déclinaison s'est faite au niveau des États, lesquels ont, chacun, pris des mesures afin d'éradiquer le virus. En fonction de la gravité de la situation, les politiques sanitaires ont pu différer d'un pays à un autre. En troisième lieu, au niveau méso cette fois, les médias toutes tendances et formes confondues ont été mis à contribution à des fins d'éducation populaire des masses, de sensibilisation et d'information du public sur

la pandémie. Selon Jürgen Habermas (1962), un processus de publicisation implique deux phases imbriquées et indissociables l'une de l'autre : celle de la mise en visibilité (politique, médiatique) et celle de la mise en débat (discours, énoncés) d'un problème, voire d'une question d'intérêt général. La gestion communicationnelle de la Covid-19 obéit à ces logiques, si l'on prend en compte les formes de mises en scène et les interventions publiques, notamment médiatiques des acteurs étatiques et institutionnels.

Au sein des espaces publics médiatiques, de nombreux autres acteurs, aux statuts parfois opaques, ont également été conviés à prendre la parole, produisant alors un discours relevant, selon, de l'expertise scientifique, de la propagande, ou de l'information générale. Ainsi, en quatrième lieu, une communication autour de la Covid-19 s'est opérée au niveau micro avec les « gens de peu » (Sansot, 1991), voire entre « agents ordinaires » (Cardon, 2010 ; Clarke, 2010 ; Flichy, 2010).

Ceux-ci investissent des espaces publics, aussi bien numériques que physiques, contribuant, à travers la pluralité des opinions, à l'enrichissement du débat public. La logique autochtone d'appropriation des réseaux socionumériques laisse alors émerger une production du discours « profane », parfois déconnectée de la réalité ou du moins de ce que considèrent les experts en santé.

Ce constat permet d'élargir l'appréhension de la Covid-19. Celle-ci n'est en effet pas à saisir uniquement comme une pandémie mondiale : elle relève également d'un phénomène social pouvant ainsi mobiliser l'attention de la communauté scientifique mondiale. Le collectif d'auteurs que nous avons réunis témoigne ainsi d'une mise en perspective des traitements infocommunicationnels de la Covid-19, à partir des sciences de l'information et de la communication. Le questionnement structurant au cœur de cette production se présente alors ainsi : comment la Covid-19 a-t-elle été saisie de manière à faire sens dans les espaces médiatico-numériques ? Quels régimes de visibilité ont ainsi émergé ? Quels modes d'appropriation et formes de discours structurés sont apparus ? Par qui ont-ils été répandus ? Qui sont les acteurs de la prise de parole et qui en sont les diffuseurs autour de la Covid-19 ? Selon quelles modalités ? Quelles nouvelles expertises ont émergé, « savantes » autant que « profanes » ? Se sont-elles positionnées en concurrence ou en opposition les unes aux autres ? Quels imaginaires sociaux ont surgi, consécutifs aux logiques d'appropriation de la Covid-19 ? Comment celles-ci ont-elles favorisé le développement de formes de résilience face à la pandémie ?

La problématique de l'ouvrage est d'abord fondée sur l'analyse du rapport entre la Covid-19 et les phénomènes de publicisation d'ordre informationnel et communicationnel dans les médias classiques et sur les réseaux socionumériques. Il s'agit de comprendre, à partir d'études empiriques, ce que l'irruption de la crise pandémique liée à ce coronavirus fait aux processus info-communicationnels. L'analyse montre ainsi ce que produit la Covid-19 pour les médias classiques, tant au niveau de la réorganisation éditoriale que des plans éthiques et déontologiques. L'observation se déplace ensuite vers les modes d'appropriation relatifs à cette pandémie via les pratiques d'internautes ? Comment l'épisode violent de pandémie a-t-il remodelé les modes de vie ou conduit à la mise en place de nouveaux modes de résilience sociale afin d'y faire face ?

C'est l'emprise de ce « fait social total » dans toutes les dimensions de la vie sociale et plus spécifiquement au sein des espaces médiatiques et numériques qui est analysée par notre collectif d'auteurs. La présente contribution est inédite. L'ouvrage pose en effet les jalons pour une approche infocommunicationnelle des problématiques relatives au champ des médias, de l'action publique, du numérique et de la santé en contexte africain.

Les contributions de cet ouvrage collectif analysent et mettent en évidence les processus de publicisation, de communication et de médiatisation de la Covid-19 en Afrique tout au long des trois parties du développement de l'étude. La première, intitulée *Mainstream médias et Covid-19 : énonciations, postures éditoriales et formes de médiatisation au prisme du journalisme scientifique*, s'intéresse au rapport médias classiques et santé. Il y est question des postures éditoriales et formes d'énonciation à partir desquelles la pandémie a fait l'objet d'un traitement médiatique. Par ailleurs, la structuration des espaces de débat conséquemment aux acteurs invités, à leur statut et aux enjeux socio-symboliques à l'œuvre, est également abordée. En filigrane, c'est la problématique de l'expertise en matière de santé qui est ici questionnée. Il

s'agit enfin d'interroger la pratique journalistique, sous le prisme des considérations éthiques et déontologiques, dans des contextes où le journalisme en tant que pratique professionnelle peine encore à se constituer, voire à se structurer.

La deuxième partie de l'ouvrage, intitulée *Réseaux socionumériques et Covid-19 : infodémie, fake news et amplification du complotisme*, engage la responsabilité des internautes quant à la production, la circulation ou la consommation des fausses informations sur la pandémie. L'urgence de vérité amène parfois à s'abreuver à des sources, souvent sans filtres, à l'instar d'Internet et des réseaux socionumériques. Phénomène ancien, la divulgation des *fake news* dans le cas de la Covid-19 libère les thèses complotistes dont le déferlement s'est vertigineusement accéléré, au point que l'Unesco a créé le néologisme « infodémie » pour le qualifier. La négation de l'existence de la pandémie permet de réinterroger le thème de la vertu des outils technologiques, voire numériques. Dans le même temps, c'est la parole « experte » qui est mise en doute, jusqu'à aboutir à sa délégitimation, au profit de nouveaux acteurs supposés « profanes », dont l'activité de publication et d'autopublication prospère sur les plateformes numériques. Le phénomène renvoie à la nature même des réseaux socio-numériques (RSN) que la fonction d'infomédiation (Rébillard, Smyrniaos, 2010) érige au niveau d'espaces de discussions réflexives sur l'information, que celles-ci correspondent aux conclusions scientifiques, ou s'en éloignent sans plus de commencement de preuve. Le caractère viral des réseaux socionumériques et les algorithmes ont d'ailleurs provoqué l'accélération de trois phénomènes, déjà identifiés par des chercheurs comme Daya Kishan Thussu : celui de la *mésinformation* (partage de fausses informations sans volonté de nuire), celui de la *désinformation* (partage d'informations fausses et trompeuses dans le but délibéré de nuire) et celui de la *malinformation* (partage d'informations scientifiquement attestées, dans le but explicite de nuire à la personne concernée par les informations), indissociables de l'univers numérique en lui-même. Dans ce contexte, les instances de vérification en ligne de contenus informationnels, *fact checking*, en pleine émergence, ont parfois bien du mal à contrecarrer les *fake news*.

La troisième partie de l'ouvrage, titrée *Usages numériques et Covid-19 : constructions des imaginaires, discours de résilience et alternatives locales à la pandémie*, explore d'une manière générale les logiques autochtones d'usages et d'appropriation des réseaux socionumériques au sujet de la Covid-19. Convoquant considérations socio-culturelles et anthropologiques, les contributions ainsi répertoriées analysent l'appréhension des populations africaines confrontées à la Covid-19.

Espaces constitutifs de l'alternative avec l'espace médiatique classique souvent sous l'emprise des acteurs politiques, voire étatiques, les plateformes numériques permettent parfois d'échapper à la propagande officielle : elles se constituent en interstices à partir desquels les citoyens font émerger leurs idées, déploient leurs imaginaires et structurent leur pensée autour d'un phénomène social aussi provoquant que la Covid-19. Les approches regroupées dans cette partie permettent de saisir comment les technologies numériques servent la cause de la résilience sociale.

Ainsi, forts de ces prospections monographiques et empiriques, douze enseignant.e.s-chercheur.e.s croisent leurs analyses et regards autour de la thématique centrale du livre : Communication et Covid-19 en Afrique : Action publique, médiatisation, croyances populaires. Dès le premier chapitre, Struilly Ida Mbang propose une analyse sémiotique du traitement de l'information autour de la crise sanitaire par le magazine panafricain *Jeune Afrique*. L'étude couvre la période février-novembre 2020. Mobilisant les outils d'analyse relatifs à la linguistique et à l'analyse du discours, cette contribution conduit à conclure que le traitement médiatique de la Covid-19 est dominé par des effets passionnels. L'autrice relève la difficulté des journalistes de *Jeune Afrique* à transcrire des informations sur la Covid-19. Elle en veut pour preuve l'ordre temporel de l'usage des modes discursifs entre savoir général (savoir de

croyances) et celui issu des experts du domaine de santé (savoir de compétences). Dans la plupart des cas, les journalistes ont mobilisé des savoirs collectifs ou des savoirs déjà accumulés et confortés lors de crises sanitaires antérieures. Le mode discursif mobilisé est de l'ordre du parti pris : les articles ont plus tenté de rassurer la population que d'informer réellement. Durant la période pandémique, le journal panafricain a tenu à respecter cette ligne éditoriale. Ce qui a eu des incidences sur le traitement de la crise, donnant l'impression que l'enjeu majeur correspondait plus à une crise économique qu'à une crise sanitaire.

Simon Ngonu s'intéresse également au traitement médiatique de la Covid-19, depuis le Cameroun. À partir d'un corpus d'émissions dominicales de débats télévisés (Canal presse et Droit de réponse) et à l'aide d'entretiens semi-directifs, l'auteur repère la manière dont la crise pandémique a été mise en discours, le type d'acteurs mobilisés pour en parler et le statut des journalistes choisis pour présenter les émissions. L'étude révèle plusieurs réalités de cette médiatisation de la Covid-19. Déjà, une irruption très sensible des sujets de santé se dégage des agendas des émissions de débats télévisés pendant que les sujets habituels sont relégués au second plan. Parallèlement, la crise n'a pas pour autant modifié les modes d'investissement de l'espace médiatique camerounais : celui-ci reste dominé par la participation surévaluée des acteurs politiques et gouvernementaux, au détriment des experts en santé. Les échanges sont polémiques, d'autant plus que les orientations éditoriales sont portées sur des « affaires » (le Covidgate, l'initiative Cameroon Survival – Survie Cameroun...), focalisant sur le sensationnel. Ainsi, la dimension informative autour de la Covid-19 est peu présente : le traitement médiatique de la Covid-19 contrevient au principe de « sacralité des faits » pour céder volontiers à une « information spectacle » (Nga Ndongo, 1993). La mise en scène des informations truquées et mensongères prend le pas sur la diffusion des données scientifiquement vérifiées ; l'analyse des faits se présente caricaturale. Ce type d'informations s'inscrit dans une logique de captation de l'audience (Charaudeau, 2011) et délaisse la dimension sémantique des contenus. La dynamique de discussion est écrasée par des chroniques relatives aux basses « affaires », susceptibles de détourner l'attention des publics sur les questions de fond engendrées par la crise sanitaire. Les échanges sont également dominés par les discours polémiques sur la gestion politique de la pandémie, plutôt que cantonnés à l'information relative à la crise sanitaire en elle-même. Ce traitement fantasmagorique de la Covid-19 est surtout symptomatique du défaut de spécialisation des journalistes camerounais : l'étude révèle ainsi que la majorité des présentateurs des débats télévisés dominicaux relatifs à la Covid-19 ne sont pas spécialisés dans le domaine du journalisme scientifique, voire dans le domaine plus large de la santé. Ils ne peuvent faire état au mieux que d'une formation préalable de « généraliste » (Comby, 2009), les conduisant à n'être que des « journalistes touche-à-tout » (Yaméogo, 2020). La production de contenu de l'information scientifique et sanitaire constitue ainsi un défi majeur dans le contexte camerounais où les déficits en journalistes scientifiques (Peters, 2012) se révèlent importants, avec des incidences sur l'éthique et la déontologie journalistique.

Dans une autre perspective, les réseaux socionumériques sont parfois considérés comme des vecteurs de diffusion d'informations, pour la plupart, fausses. Telle est la conclusion proposée par Djibril Diakhate, Moustapha Mbengue et Moussa Samba, révélant l'émergence des théories conspirationnistes dans la « twittosphère » africaine à l'heure de la Covid-19. L'étude concerne les attaques dirigées, par exemple, contre Bill Gates. Cette contribution collective cerne la manière dont les fausses informations se développent dans le contexte particulier de l'Afrique. L'analyse exercée des auteurs permet de dresser une cartographie des principaux acteurs de ces théories du complot sur les réseaux socionumériques, et d'établir parallèlement les rapports qui les unissent, ainsi que le poids et les logiques de ces influences. À travers les tweets, et par la mesure de l'engagement de ceux-ci, l'étude permet d'en savoir plus quant aux acteurs qui produisent et véhiculent les thèses conspirationnistes sur la Covid-19 en territoire africain. La

répartition géographique de ces derniers montre une domination des complotistes sud-africains. In fine, les auteurs montrent combien ces thèses ont emprunté à des sèmes et sémèmes relevant d'un registre religieux et apocalyptique (« la main de Dieu préfigurant la fin du monde »).

Dans le contexte gabonais, Marcy Delsione Ovoundaga propose une approche netnographique du Web, dont l'objectif est d'appréhender les modes d'appropriation des réseaux socio-numériques et de Facebook en tant que vecteur de communication, notamment en matière de santé publique. Les formes de discours en circulation dans les espaces d'échanges en ligne (Facebook) naviguent entre prééminence d'un contexte infodémique et soutien des mesures gouvernementales. La fonction d'infomédiation des réseaux socio-numériques (relative à l'horizontalité des rapports entre individus) a ainsi contribué à populariser les allégations et conjectures autour de la Covid-19. Les forums et pages Facebook ont favorisé la politisation de la crise et ce, au moment où la communication officielle étatique recherche l'adhésion de l'opinion publique nationale pour justifier l'instauration de l'état d'urgence. La forte interactivité observée dans les deux pages Facebook analysées s'exerce surtout par rapport aux allégations complotistes qui prédominent. Le constat s'impose, alors même que des plateformes comme Infos-Covid-19 se sont employées à lutter contre le déferlement des *fake news*, à coup de démentis contre certaines informations véhiculées sur les réseaux socio-numériques. La Covid-19 peut en effet se présenter comme une « pandémie de désinformation » et de prolifération des *fake news*, par exemple en Côte d'Ivoire. Tahirou Kone observe que la communication étatique autour du coronavirus s'est accompagnée d'informations de nature parfois trompeuses, non avérées, lesquelles ont souvent rendu difficile la prise de décision des citoyens et la gestion globale de la pandémie. L'étude de cas est conduite à partir de l'action citoyenne du Réseau des Professionnels de la Presse En Ligne de Côte d'Ivoire (REPPRELCI). Cet organisme s'est illustré dans la vérification de fausses informations sur la base d'un projet de *fact checking*, nommé « Ivoirecheck ». Mais le projet en lui-même illustre bien les apories de la lutte efficace contre les *fake news*, en contexte d'« infodémie », pour reprendre le néologisme de l'OMS. Le projet paraît ambitieux pour une question difficile à gérer, tant au niveau local qu'international. La régulation des échanges électroniques constitue une question majeure, y compris en Europe où les options exploitées ne sont pas encore totalement satisfaisantes. Les débats concernent également la réduction de la liberté d'expression à laquelle pourrait conduire une régulation plus ou moins normative des expressions sur les plateformes numériques. Encore faut-il que lesdites plateformes adhèrent à ce dispositif, voire se montrent sensibles aux injonctions de gouvernance étatique du numérique ! Or, dans la plupart des cas, la régulation sur le plan supra étatique est à ce jour difficile à seulement mettre en place : en Côte d'Ivoire comme ailleurs en Afrique, le cadre réglementaire n'est parfois ni adapté, ni actualisé. L'éducation aux médias numériques, analysée par Tahirou Kone, constitue un réel défi dans un contexte d'« explosion de la communication » (Breton, Proulx, 1989). Sa généralisation aurait pu permettre de développer chez les citoyens une appropriation critique des contenus informationnels qui foisonnent dans les plateformes numériques. Mais cela supposait aussi de renforcer les textes législatifs en matière de réglementation, de régulation ou de gouvernance d'Internet ainsi que des réseaux socio-numériques.

Ailleurs, la Covid-19 a fait l'objet de différents modes d'appropriation, notamment sur les plateformes numériques, comme le montre encore Simon Ngono. À partir d'une analyse des modalités d'usage des réseaux socio-numériques par les Camerounais, l'auteur met à nouveau en évidence la prolifération de discours conspirationnistes autour de l'existence même et des origines réelles de la pandémie mondiale. Les échanges dans les groupes Facebook analysés montrent que l'appréhension de la Covid-19 est ancrée dans les réalités et imaginaires sociaux des Camerounais, lesquels tendent à construire une compréhension de la maladie à partir des spécificités locales. L'économie morale, à l'œuvre ici, permet de minimiser la gravité de la pandémie, de même qu'elle constitue une occasion d'affirmer son identité locale, à travers la

valorisation et la promotion de mesures dites « alternatives » afin de lutter contre la pandémie. Le numérique remodèle l'espace public « alternatif », en laissant y prospérer de nouveaux acteurs : les expro (« experts » profanes), et autorisant la prolifération des discours sur le retour aux sources de « l'authenticité » ethnoculturelle et communautaire. L'auteur constate un élargissement du statut d'internautes, voire une inversion du rôle de ceux-ci, parfois mouvant et labile. Ainsi, l'internaute se transforme en producteur de l'information sanitaire sur les réseaux socionumériques. Les plateformes sont ainsi utilisées par les internautes comme lieux de diffusion et de partages des savoirs expérientiels autour de la Covid-19, jusqu'à parfois surplomber les experts « savants » (Massé, 2012). Au-delà du jeu de réification, c'est une bataille pour le monopole légitime du savoir qui est à l'œuvre à travers la manière dont les internautes discutent et partagent leurs « savoirs » sur la crise pandémique. La décentration des pôles de détention du savoir appelle en effet la problématique de l'expertise (Lascoumes, 2002). Le cas en France du Professeur Raoult, un temps adulé et par la suite attaqué du fait de ses prises de position sur l'hydroxychloroquine comme antidote à la Covid-19, interroge quant au caractère temporel, voire réversible de l'expertise. Même charismatique comme désignée par Max Weber, ou bénéficiant déjà d'une « consécration médiatique » comme la reconnaît Erik Neveu (2019), cette parole experte peut subir l'épreuve des critiques médiatisées, y compris de la part de pairs. Le renouvellement des pratiques profanes favorise alors des procédés de mise en circulation des traitements jugés crédibles sur la Covid-19. La diffusion des savoirs locaux s'appréhende alors comme une manière de remettre en cause l'hégémonie occidentale. Le propos renvoie à une tradition critique afrocentriste de l'ordre scientifique et médical dominant. Dans son chapitre, Honoré Kahi s'intéresse au rôle joué par les dispositifs sociotechniques dans la fabrique de l'adhésion des populations lors de la crise pandémique. L'auteur se focalise ainsi sur les processus de construction et de sélection des messages en fonction des finalités précises de l'énonciateur. La fabrique de l'adhésion s'articule autour des discours sensibilisants qui font sens et de la nouveauté empirique qui lui donne une existence sociale. À cet effet, des acteurs hétérogènes – autorités politiques, experts en santé, leaders d'opinions et citoyens – ont été mobilisés afin de porter le discours d'adhésion auprès des populations. Ce modus operandi, qui participe de la prévention communautaire fondée sur les conceptions socioécologiques et la théorie des réseaux (Raude, 2013), renvoie à la théorie classique des effets indirects qui voit les leaders d'opinion occuper une place importante dans les jeux d'influence. Bien que problématique pour les sciences de l'information et de la communication, la question de l'influence est tranchée dans le discours de la doxa et des représentants de l'État : les acteurs convoqués participent de l'action publique, compte tenu des effets négatifs et des décès. Les technologies de l'information et de la communication y contribuent, nonobstant parfois les fractures numériques, sociales et culturelles. En Côte d'Ivoire, les dispositifs sociotechniques ont été utilisés non seulement comme des moyens de diffusion de l'information, mais surtout, comme des outils de proximité entre les autorités politiques, les experts en santé et les citoyens. Des pages Facebook et comptes Twitter de ces autorités ont été ainsi ouverts afin d'informer le grand public sur les causes et conséquences de la pandémie de Covid-19, comme des messageries sur cellulaire jouant parfois sur l'émotion. Il s'agit donc bien de stratégies de marketing social dont la finalité vise le changement social et comportemental en santé, en même temps que les outils mobilisés se présentent « de résilience », à la fois individuelle et collective. La pandémie a par ailleurs abouti à des restrictions de déplacements. Le confinement a ainsi été imposé dans la plupart des pays afin de limiter la propagation du virus. Maroua Ben Becha observe que cette période de confinement a aussi renforcé les liens sociaux. Toute situation de crise s'accompagne souvent d'un élan de solidarité de la part des citoyens dans l'optique de la résilience communautaire. En Tunisie, le confinement a donné lieu à des chaînes de solidarité sur les réseaux sociaux. L'analyse s'impose ici des nouveaux usages, sens et rôles des réseaux sociaux en période de confinement. En son début, de nouvelles

communautés virtuelles ont émergé à partir des pages Facebook, remplissant les fonctions de « groupes d'entraides » à vocation nationale. La réflexion se déplace alors sur les rapports entre communication et lien social. La première peut-elle être créatrice du second ? Plus encore, toute communication est-elle créatrice du lien social ? Ce questionnement structurant est déjà largement initié, notamment dans le champ de l'anthropologie de la communication et par les approches interactionnistes. Maroua Ben Becha interroge ici la construction de liens sociaux à partir des outils technologiques. La réflexion proposée va au-delà des conceptions structuralistes du lien social, et cognitivistes des rapports communication-lien social, pour s'inscrire dans l'approche interlocutoire (Mulamba Katambwe et coll., 2015, p. 40-44) : ainsi, la communication constitue le lien social dans la mesure où elle est une action orientée vers autrui, où ses contenus significatifs anticipent les attentes des interlocuteurs, les reconnaissent et prennent en compte les attentes des autres. Le langage, les formes de discours jouant parfois de l'émotionnel constituent les marqueurs incontournables de la construction du lien social via les médias, et tout particulièrement en période de crise pandémique. Si en Tunisie, la Covid-19 a porté un sérieux coup à certaines expressions des relations humaines, les réseaux sociaux ont, à leur tour, travaillé à combler ce manque, à partir d'initiatives telles que l'appel au don, et les messages de soutien et de réconfort dans les groupes Facebook. Toutes ces actions coordonnées ont fait émerger des formes de résilience sociale.

C'est ce terrain qu'investissent finalement Khadija Youssoufi et Faissal Zoudani. La Covid-19, qui a déjà généré plus de 16 000 morts au Maroc, crée un climat d'incertitudes qui pousse les individus à adopter des comportements nouveaux, tels que le recours à l'automédication par la vitamine C désormais intégrée dans le protocole de prise en charge des cas de contagion. Mettre la lumière sur ces pratiques débridées constitue ainsi un terrain de recherche fertile, sur le terrain de la communication et à l'information. La focale permet d'appréhender en quoi la communication des risques impacte la gestion des comportements à risque en crise sanitaire. Ainsi, les thèmes traités abordent les grands enjeux et défis du traitement médiatique des crises (sanitaires et catastrophes naturelles, par exemple), qui interpellent au premier chef les professionnels de l'information. La posture déontologique est ici mise à l'épreuve, dans un contexte où les déficiences d'une profession carencée et en perte de vitesse plombent le fonctionnement du journalisme. Dans le même temps, le déploiement discursif sur les réseaux sociaux offre à l'ensemble des auteurs de saisir l'économie morale qui structure les pensées et imaginaires autour d'une pandémie insaisissable. Il se développe ainsi dans les espaces d'échanges en ligne des formes d'expertise « profane » à partir desquelles chaque internaute offre son expérience en partage. Les formes de résilience qui découlent des analyses sont à mettre en rapport avec la coexistence d'un système médical désuet et la croyance en des forces mystiques, ésotériques et surnaturelles.

Bibliographie

- BALIMA, Serge Théophile (2004). « Une ou des "société de l'information" ? », *Hermès*, 2004/3, n° 40, p. 205-209.
- BRETON, Philippe, PROULX, Serge (1989). *L'explosion de la communication : la naissance d'une nouvelle idéologie*, Paris, La Découverte, 285 p.
- CARDON, Dominique (2010). *La démocratie Internet : promesses et limites*, Paris, Seuil, 112 p.
- CHARAUDEAU, Patrick (2011). *Les médias et l'information : l'impossible transparence du discours*, 2^e édition, Bruxelles, De Boeck Supérieur et INA, 256 p.
- CLARKE, Armanda (2010). *Les médias sociaux. Utilisations politiques et conséquences pour la démocratie représentative*, Bibliothèque du parlement, 2010-10-F, p. 1-10.

COMBY, Jean-Baptiste (2009). « Quand l'environnement devient "médiatique" : conditions et effets de l'institutionnalisation d'une spécialité journalistique », *Réseaux*, 2009/5-6, n° 157-158, p. 157-190.

HABERMAS, Jürgen (1962). *L'espace public : archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*, Paris, Payot.

FLICHY, Patrice (2010). « La démocratie 2.0 », *Études*, 2010/5, tome 412, p. 617-626.

GEORGE, Éric (2008). « En finir avec la "société de l'information" ? », *Tic & société* [en ligne], vol. 2, n° 2. URL : <https://journals.openedition.org/ticetsociete/497>, consulté le 7 mai 2020.

LASCOUMES, Pierre (2002). « L'expertise, de la recherche d'une action rationnelle à la démocratisation des connaissances des choix », *Revue française d'administration publique*, 2002/3, n° 103, p. 369-377.

MASSE, Raymond (2012). « Expertises éthiques savantes et profanes en santé publique : défis et enjeux pour une éthique de la discussion », *Santé Publique*, vol. 24, n° 1, p. 49-61.

MULAMBA KATAMBWE, Jo (2015). *Communication et lien social*, Québec, Presses de l'Université de Laval, 326 p.

NEVEU, Erik (2019). « Les "pouvoirs" du journalisme », p. 79-92 dans Erik Neveu, *Sociologie du journalisme*, Paris, La Découverte, 128 p.

NEVEU, Érik (1994). *Une société de communication ?*, Paris, Montchrestien, 159 p.

32

NGA NDONGO, Valentin (1993). *Les médias au Cameroun. Mythes et délires d'une société en crise*, Paris, L'Harmattan, 228 p.

REBILLARD, Franck, SMYRNAOIS, Nikos (2010). « Les infomédiaires, au cœur de la filière de l'information en ligne », *Réseaux*, 2010/2-3, n° 160-161, p. 163-194.

SANSOT, Pierre (1991). *Les gens de peu*, Paris, PUF, 228 p.

PETERS, Hans (2012). « Le journalisme scientifique : "médier" la relation entre science et société », *Les Cahiers du journalisme*, n° 24, Été 2012, p. 14-31.

RAUDE, Jocelyne (2013). « Les stratégies et les discours de prévention en santé publique : paradigmes et évolutions », *Communication & langages*, 176, n° 2, p. 49-64. <https://doi.org/10.3917/comla.176.0049>

WARDLE, Claire, DERAKHSHAN, Hossein (2017). « Information Disorder: Toward an Interdisciplinary Framework for Research and Policy Making ». 162317GBR. Conseil de l'Europe. <https://edoc.coe.int/en/media/7495-information-disorder-toward-aninterdisciplinary-framework-forresearch-and-policy-making.html>, consulté le 3 juillet 2021.

YAMEOGO, Lassané (2020). « Journalistes de rang ou journalistes touche-à-tout : l'identité du journalisme spécialisé au Burkina Faso » p. 147-165 dans Henri Assogba (dir.), *Journalismes spécialisés à l'ère numérique*, Laval, PUL, 272 p.